



Appel à manifester le 12 juin

Pour l'émancipation faisons reculer les idées d'extrême droite, manifestons le 12 juin

La Fédération de l'Éducation, de la Recherche et de Culture CGT sera dans la rue le samedi 12 juin avec un large rassemblement de syndicats, d'associations et de partis politiques pour s'élever contre la progression des idées d'extrême droite, les politiques liberticides et la remise en cause des mouvements portant les valeurs d'émancipation et de progrès social.

Travaillant dans les secteurs de l'éducation, de la formation, du sport, de l'éducation populaire ou de la recherche, nous assistons à la remise en cause de nos missions au service de l'émancipation de toutes et tous. Pour diviser les salarié-es et les travailleur-ses, pour déporter le débat des conséquences de leur politique qui accentue les mesures antisociales et les inégalités, Macron et le gouvernement développent les thématiques de l'extrême droite et leur déroulent le tapis rouge.

Les mouvements d'éducation populaire qui se sont bien souvent développés en réponse au renforcement de l'antisémitisme, du racisme et du fascisme voient leurs libertés attaquées et, à rebours de leur tradition, sont pressés de diffuser une vision étriquée du patriotisme, de la République et de la laïcité. Les budgets des politiques « Jeunesse et Sport » sont fléchés vers le développement du Service National Universel dont une partie du programme, des encadrant-es et des symboles sont empruntés au domaine militaire.

Les libertés universitaires sont menacées. La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche se permet d'affubler des enseignant-es-chercheur-ses du terme d'islamo-gauchistes. La liberté de s'organiser du principal syndicat étudiant, l'UNEF, est remise en cause et le débat se porte sur sa dissolution. Pendant ce temps-là, les attaques d'étudiant-es par des milices d'extrême droite se multiplient.

Aux côtés des jeunes, nous sommes les témoin-es des effets du racisme et des politiques d'exclusion. Les attentats dramatiques qui nous ont frappés sont instrumentalisés pour stigmatiser une partie de la population. Même si le Conseil supérieur de l'audiovisuel a infligé une amende à l'encontre de CNews, comment les propos d'Éric Zemmour en octobre 2020

« les mineurs étrangers tous voleurs, assassins et violeurs » ont-ils pu rester impunis par la justice ?

Ces politiques doivent être combattues, d'une part car elles dessinent un projet de société à l'inverse de nos valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale, mais également car elles renforcent l'extrême droite et font peser le péril de son arrivée au pouvoir. Pour nous l'extrême droite reste le pire ennemi des travailleur·ses.

Parce que nous pensons qu'il est urgent que le mouvement social se dresse contre ces menaces, nous marcherons le 12 juin !

Montreuil le 4 juin 2021